

MENSONGE ET RESTRICTION MENTALE...

En vérité, le mentir est un maudit vice. Nous ne sommes hommes et nous nous tenons les uns et les autres que par la parole. (Montaigne).

Je n'ai pas l'habitude de polémiquer avec des journalistes en service commandé... Il leur faut bien gagner leur pitance!

Cela étant, et comme on dit, trop c'est trop. Et, même s'il me faut bien constater que les jésuites pour qui «*la fin sanctifie les moyens*» ont fait de nombreux émules parmi ceux pour qui «*la fin justifie les moyens*», pour autant, je ne suis pas obligé d'accepter de me voir prêter des intentions et des démarches qui ne sont pas les miennes!

Montaigne a raison: «*Nous ne sommes hommes et nous nous tenons les uns et les autres que par la parole*».

Le journal «*Libération*» dont le style et les méthodes ne sont pas sans rappeler celles de «*Gringoire*» se distingue particulièrement par sa façon ordurière d'user du mensonge et de la restriction mentale. Le 6 février 2002, il publie un article qui, de ce point de vue, mérite une mention spéciale. Alors parlons-en puisqu'il semblerait, qu'aujourd'hui, la qualification de trotskiste, comme naguère celle d'anarchiste, effraie le bon peuple.

Or, dans la fièvre électorale qui, périodiquement, saisit ceux que l'exercice du pouvoir attire, on utilise n'importe quel argument pour discréditer l'adversaire.

Apparemment, les chiraquiens ont, les premiers, ouvert le feu en rappelant à Jospin un passé trotskiste qu'il a mis, il est vrai, un certain temps à assumer. La riposte des Jospiniens n'a pas tardé: A trotskiste, trotskiste et demi... Chirac lui-même s'acoquinerait avec les trotskistes!

Soyons clairs, tout ceci ne présente, à mes yeux, aucun intérêt... sauf que je n'accepte pas de me voir, à mon corps défendant, mêlé à de sordides magouilles électorales. Alors, précisons les choses. Dans un article publié dans *Libération* le 6 février 2002 et intitulé: «*Quand l'Élysée s'acoquine avec les trotskistes*», je suis, à de nombreuses reprises, cité.

Tout d'abord, qu'on soit bien d'accord, je ne considère pas déshonorant ni compromettant de rencontrer tel ou tel homme politique, à commencer par Chirac lui-même.

Mais les faits sont têtus. Lorsque les distingués journalistes de *Libération* affirment que j'aurais rencontré Jacques Chirac en 1995, à l'hôtel de Ville de Paris... ils mentent! D'autant que, je puis l'affirmer, sur l'honneur... je n'ai jamais mis les pieds à l'Hôtel de Ville de Paris (alors qu'il m'est arrivé de déjeuner avec Jean-Marc Ayrault... à l'hôtel de Ville de Nantes!).

Lorsque les mêmes journalistes prétendent qu'en octobre 1995, j'aurais rencontré Jacques Chirac à l'Élysée, ils mentent sciemment. En octobre 1995, j'ai effectivement rencontré, dans une annexe de l'Élysée, Maurice Ulrich et Étienne Garnier, Jacques Chirac n'était pas là! (Avec l'espoir illusoire de mettre en échec ou de freiner l'offensive décidée sur ordre de Bruxelles, contre notre système de Sécurité Sociale, mais je n'étais pas seul à nourrir ces illusions!).

Lorsque toujours les mêmes écrivent que «*je n'ai jamais caché mon amitié pour Robert Hersant*», ce

(1) Jean Zay: Ministre de l'Éducation Nationale, en 1930, du gouvernement Blum - Arrêté et emprisonné en juin 40 sur ordre du gouvernement de Vichy - Assassiné en 1944 par les miliciens de Vichy.

qui est exact et que je l'aurais «*connu aux Jeunesses Socialistes*», il y a là une inexactitude que j'entends relever. Je n'ai pas «*connu Robert Hersant aux Jeunesses Socialistes*», je l'ai, à l'époque, en tant que Secrétaire de la section des Jeunesses Socialistes de Sotteville-les-Rouen, parrainé pour son entrée aux J.S. Cela étant en tant que syndicaliste, je n'ai jamais eu la moindre discussion avec Robert Hersant au sujet du *Syndicat du Livre*.

Quant à mêler Yvon Rocton aux rapports vrais ou supposés que la Fédération F.O. de la Métallurgie et son Secrétaire Général, entretiendraient avec les dirigeants de l'UIMM, cela relève de la bonne vieille méthode stalinienne de l'amalgame. Il est vrai que l'article se conclut par la reprise d'une calomnie stalinienne: «*F.O. création de la C.I.A.*».

Jésuitisme et stalinisme, mensonge et restriction mentale, la boucle est bouclée.

Voilà pourquoi, et, pour paraphraser Jean Zay **(1)**, il faut que l'on sache que pour moi, le journal «*Libération*» appartient ... «*à la race vile des torche-culs*».

Alexandre HÉBERT.

NÉOS...

La «*Nouvelle Vie Ouvrière*», organe de la C.G.T., publie une étude sur le thème «*Une nouvelle trajectoire pour un nouvel âge syndical*». Cela fait beaucoup de nouveautés, et c'est toujours au nom de la modernité opposée aux «*archaïsmes*», que se font les pires mauvais coups contre la classe ouvrière, ses organisations indépendantes, c'est-à-dire, en fin de compte, contre nos libertés démocratiques.

Dans sa contribution, Bernard Thibault, après s'être dit «*impressionné*» par «*l'incapacité actuelle du mouvement syndical*», déclare que le syndicalisme «*vit et se reproduit sur des conceptions liées aux systèmes de relations sociales d'une période qui s'achève... Ils sont aujourd'hui insuffisants et profondément remis en cause*».

Ayant ainsi fait du passé table rase, le Secrétaire Général de la C.G.T. plaide tout simplement pour l'association capital-travail, en proposant «*l'accès des salariés aux lieux de décisions, mais aussi celui d'une meilleure représentation des intérêts sociaux partout dans la société*» (*La Nouvelle V.O.* 11.02.02).

C'est sans doute pour concrétiser cette orientation que la C.G.T., la C.F.D.T., la C.F.T.C., la C.G.C., constituent un «*Comité Intersyndical de l'Épargne Salariale*» **(2)** chargé de guider les choix des salariés pour le placement de cette épargne, que la direction de la C.G.T. ose qualifier de «*salaires différés*», entretenant ainsi volontairement la confusion avec l'élément essentiel, constituant, de nos systèmes par répartition.

Insistant sur les notions de participation, Thibault nous appelle à repenser le paritarisme, la représentativité, la notion de délégation des représentants des salariés. Et de conclure - après avoir souligné les démarches concurrentes des syndicats - que la «*compétition entre les organisations ne peut plus être le moteur de l'action des uns ou des autres*».

Antoine Seillière, lui aussi, récemment, a regretté le nombre trop important d'organisations syndicales: deux seraient suffisantes, expliquait-il... Dans la gauche plurielle (comme Balladur quand il était Premier Ministre) on souligne, pour la déplorer, la dispersion syndicale, en même temps qu'on s'applique, en bon élève, et subsidiairement obéissant de l'Union Européenne, à développer les mécanismes institutionnels, propres à transformer la nature et le rôle des organisations syndicales, par intégration dans les organes d'État, les impliquant dans l'application des politiques économiques, budgétaires, décidées par Bruxelles et la Banque Centrale Européenne.

Se voulant novateurs, mais nous resservant un plat fort connu, «*une vieille idée française*» selon *Le*

(2) La C.G.T.F.O. ne participe pas à ce comité. Heureusement, et rien que de plus normal pour l'organisation syndicale fondée sur le principe de l'indépendance, pourrait-on dire. Mais il faut saluer cette heureuse décision, car par les temps qui courent, tous les actes de résistances sont les bienvenus.

Monde (3), l'association capital-travail, ayant définitivement délaissé le terrain de la défense des intérêts particuliers des salariés, transformant l'organisation syndicale en simple composante du «*mouvement social*», les responsables actuels de la C.G.T., en serviteurs zélés de la direction du P.C.F., continuant en l'accélé-rant, un processus qu'ils ont engagé depuis longtemps, sont désormais et définitivement dans le camp déjà bien fourni des fossoyeurs du syndicalisme ouvrier confédéré indépendant.

D'où, il faut en conclure, que l'action de la classe ouvrière, de l'ensemble des salariés, qu'il sera indis-pensable d'engager, d'organiser, qui devra se développer, qui sera d'envergure ou ne sera pas, ne serait-ce que pour maintenir nos systèmes de retraites, nos régimes spéciaux, non seulement se fera sans eux, mais contre eux.

Car on ne peut, à la fois, prétendre défendre les intérêts des salariés et collaborer, via la *Confédération Européenne des Syndicats*, avec les instances de l'Union Européenne, qui dicte ses propres objectifs.

Que dans le même article, Thibault nous laisse clairement entendre que syndicalisme «*contestataire*» et «*d'accompagnement*» c'est du pareil au même, en dit long sur l'état de décomposition atteint par l'appareil néo-stalinien.

Jo. SALAMERO.

FASCISTES ET ÉCOLOGISTES

Le «*Monde Libertaire*» hors série n°20 de décembre 2001 nous gratifie d'un excellent article de Philippe PELLETIER vanté, en son temps, dans les colonnes de *l'Anarcho* pour son livre «L'imposture écologiste» (4). Intitulé «*Le problème de l'écofascisme*», l'article décrit les racines idéologiques de l'écologie (et non de l'écologie, qui est une science).

L'auteur rappelle qu'il «*faut absolument garder à l'esprit que le fascisme provient historiquement et idéo-logiquement autant de la droite, classique ou extrémiste, que de la gauche et même de l'extrême gauche*», citant les fascistes français DÉAT, DORIOT, et un certain DE JOUVENEL.

P. PELLETIER retrace le rapprochement opéré avant guerre entre une partie de l'écologie et le na-zisme, avec le développement d'une «*mystique de la nature, la défense du terroir, du sauvage*» contre «*les Lumières, la raison, le matérialisme et le progrès*». C'est donc logiquement que l'extrême droite actuelle se réfère à l'écologie dit l'auteur, ce qui est parfaitement visible dans le programme du FN de LE PEN. Ajoutons quelques éléments à cet article.

POSITIONS DU F.N.

Dès 1978, le FN a publié une brochure d'une vingtaine de pages préfacée par LE PEN qui y dénonce la voie «*du nucléaire exclusif et impulsif dont on ne contrôle pas les risques terrifiants*» (5). Ou encore «*L'ave-nir des Français doit être celui d'hommes et non de robots. Il ne peut se concevoir que dans une harmonie préservée et développée avec la nature*» (6) Et le FN de demander un moratoire sur le nucléaire et le déve-loppement des «*énergies de remplacement disponibles*», notamment le gaz de fumier (7).

Citons encore l'intervention de LE PEN à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1986 pour alerter le gouver-nement sur le risque d'explosion de la centrale Superphénix comme une bombe thermonucléaire, à cause de... l'énergie de gravitation, la même qui «*précipite l'eau des nuages ou qui élève le flot des marées*» (8)!!!

JOSPIN satisfera en 1997 cette revendication d'extrême droite en décidant l'arrêt du Superphénix, en conformité avec le programme du P.S.

(3) Titre d'un article signé Marianne Vemay dans le «*Monde Initiative*» de février 2002. Article par ailleurs plus que discu-table, attribuant à Proudhon la paternité de «*l'économie sociale*» actuelle. Nous y reviendrons.

(4) GIPRECLUS, Maison de la Géographie, 17, rue de l'Abbé de l'Épée, 34000 Montpellier, 1993.

(5) Cité par Claude SOCIAS «*Les antinucléaires de la deuxième gauche à l'extrême droite*», non publié.

(6) Op.cit. (7) Op.cit. (8) Op.cit.

LES GENTILS ÉCOLOS FRANÇAIS

En 1984, DE JOUVENEL, ex membre du «*Parti Populaire Français*» de DORIOT, a soutenu publiquement la liste des VERTS français aux élections européennes (9). Cela ne gênait pas la tête de liste Didier ANGER, pourtant auteur du slogan «*l'électronucléaire c'est l'électro-fascisme*» et qui voyait dans les travailleurs du nucléaire des «*techniciens militarisés*»! Cet antinucléaire, conseiller régional des Verts de Basse-Normandie, ex-député européen, est bien connu pour être l'ennemi numéro 1 de l'usine de la Hague où je milite syndicalement, et où il m'est arrivé de faire «*le coup de poing*» (au figuré bien sûr) contre lui, COHN-BENDIT et MAMÈRE pour défendre le bifteck.

De son côté, WAECHTER, lui, n'a pas hésité à s'abstenir lors du vote de la levée de l'immunité parlementaire de LE PEN, député européen, suite à des propos antisémites (10).

LA C.F.D.T.

«*En avril 1975, le Bureau National de la CFDT prenait position contre le programme électronucléaire français*» (11).

En 1979, la CFDT lançait une pétition nationale demandant la suspension du programme nucléaire.

«*Ainsi, c'est au nom de la démocratie, de l'autogestion, de la remise en cause de la croissance, du développement de la «revendication qualitative» chère aux adeptes du partage, que la CFDT novatrice et antiproductiviste s'est lancée dans une vaste offensive contre le nucléaire (...)*» (12).

Enfin, en février 1999, Gabriel GAUDY, secrétaire général de la Fédération F.O. EDF/GDF et secrétaire général de l'Union Départementale F.O. de Paris, présentait l'avis du *Conseil Économique et Social* sur le rapport «*Énergie 2010-2020*» du *Commissariat général au Plan*. Cet avis, largement favorable à l'énergie nucléaire mais sans exclusive, a fait l'objet d'un vote. Sur 172 votants, 144 se sont prononcés «*pour*» et 28 se sont abstenus, dont 14 voix de la C.F.D.T. et 4 voix de l'UNSA.

EN AUTRICHE

Dans une dépêche du 9 janvier 2002, l'*Agence France Presse* a publié les résultats d'un récent sondage réalisé en Autriche par l'institut IMAS. On apprend que 69% des Autrichiens ont désapprouvé le terme «*énergie nucléaire*» et 58% se sont déclarés opposés à «*l'islamisme*».

Parmi les 10 termes les moins appréciés en Autriche, on trouve au choix «*les étrangers*», «*le style de vie à l'Américaine*», «*la technologie génétique*» ou «*les grèves*».

A l'inverse, les mots préférés des Autrichiens sont «*la sécurité*», «*la patrie*», «*l'ordre*» ou «*le travail*».

Tout cela se passe de commentaire.

CONCLUSION

Comme P. PELLETIER, on peut constater que «*de la même façon que le fascisme est né au sein de l'extrême gauche italienne pour ensuite se combiner avec des courants de droite, l'écologisme contemporain finit par retrouver, plus ou moins, le socle idéologique du naturalisme intégriste, à mesure que les atours libertaires s'effilochent (...)*».

Plus que la vigilance, c'est le combat acharné qui s'impose à tout défenseur de la liberté individuelle de pensée et d'action. Pour nous, syndicalistes du nucléaire, le combat contre l'exploitation par le capitalisme public se double donc du combat contre le dogmatisme antinucléaire!

Yann PERROTTE.

(9) «*Histoire de l'écologie politique*» par Jean Jacob, Albin Michel, 1999, pages 208 et 209.

(10) R. PRONIER - V.J. LE SEIGNEUR «*Génération Verte - Les écologistes en politique*» - Presse de la Renaissance 1992 - cité par C.SOCIAS, op.cit.

(11) R.BONO, secrétaire national CFDT, Préface de «*L'électronucléaire en France*» - Seuil, 1975 - cité par C.SOCIAS. op.cit.

(12) C.SOCLAS, op.cit.

DU CÔTÉ DES SUBSIDIAIRES DE BRUXELLES

L'UNSA-CFDT: L'UNSA une des annexes du Parti dit socialiste et animée par Jacques Mairé, ex-Secrétaire de l'U.D.F.O. de Paris, est représenté à la C.E.S. par la C.F.D.T., les cotisations de l'UNSA à la C.E.S. transitant par la trésorerie de la C.F.D.T... Sans commentaires.

LA C.G.T.F.O.: Mais les subsidiaires de la Commission de Bruxelles ne sont pas tous à la C.F.D.T. Pour preuve, ce «*flash d'informations*» sur la protection sociale, daté de décembre 2001 et signé Jean-Claude Mallet, Secrétaire Confédéral... Également sans commentaires!

L'EUROPE SOCIALE

Si plus de 100.000 personnes d'une vingtaine de pays européens ont manifesté à Bruxelles le 13 décembre à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) aux slogans «d'une Europe plus juste» ou «d'une Europe solidaire», il ne faut pas le considérer comme le fruit du hasard.

Il faut d'abord se souvenir que l'on est passé, en quelques années, d'une idolâtrie naïve pour la construction européenne à un scepticisme et une méfiance, pour ne pas dire une défiance, à l'égard de tout ce qui pouvait venir de Bruxelles.

Les raisons qui peuvent expliquer ces phénomènes sont diverses et le fait que l'Europe sociale ait été longtemps introuvable n'y est certainement pas étranger. Le traité de Rome de 1957 annonçait que le progrès social devait naturellement découler des progrès économiques engendrés par le développement du marché commun. Force est de constater qu'il n'en a rien été.

Mais aujourd'hui, les thèmes relatifs à l'emploi, à la protection sociale, à la lutte contre l'exclusion, aux discriminations et aux inégalités salariales sont à l'agenda européen. Cela voudrait-il dire qu'une majorité de gouvernements commencent à comprendre que l'Europe ne pourra être économiquement forte que si elle était socialement juste?

Malheureusement pas encore. Mais la prise de conscience semble émerger petit à petit. La mobilisation syndicale n'y est pas étrangère tout comme le rôle qu'a joué Force-Ouvrière.

La protection sociale est un des secteurs qui a connu le plus d'avancées. Les directives et textes réglementaires portant sur la santé, la sécurité et les conditions au travail ont par exemple permis une amélioration sensible des situations dans ce domaine et ont souvent suscité des négociations dans les États membres. Les instances dans lesquelles nous jouons un rôle, le Comité consultatif sur l'hygiène et la sécurité, l'agence de Bilbao (pour la santé et la sécurité au travail), et le Bureau technique syndical de la CES n'y sont pas étrangers. L'impulsion syndicale lancée par la directive de 1989 a également accéléré les initiatives réglementaires nationales sur certains risques professionnels spécifiques (amiante, rayonnements ionisants...).

La jurisprudence de la CJCE, elle-même pourtant fort décriée, a permis de renforcer le droit des travailleurs migrants à l'accès aux prestations sociales et aux services de santé dans l'Union Européenne. L'adoption de la Charte Européenne des Droits fondamentaux devra de ce point de vue servir de référence, nous devons tout faire pour que son rôle juridique soit consacré.

Aujourd'hui plus qu'hier, il est de notre responsabilité de faire que l'Europe soit le vecteur du progrès social.

Jean-Claude MALLET
Secrétaire Confédéral

EN VRAC...

AH! L'ÉLÉGANT SUBCONSCIENT!

Parfois je me demande si, involontairement, je ne me serais pas laissé convertir par Paco Rabane. J'y crois pas à ces sornettes métempyscotiques, pourtant, il m'arrive d'imaginer que dans d'autres vies j'aurais pu être l'un des assassins du duc de Guise, un peu plus tôt un inquisiteur fanatique et encore plus tôt un compagnon d'Ulysse.

Et pourquoi donc, il y a quelques mois, quand les barbares US ont commencé à bombifier quelques méchants talibans mélangés à de nombreux afghans normaux, ai-je rêvé de ces chiens de Ben Laden et de son pote le mollah Homard ainsi que du fantôme de Khomeiny, tous trois sodomisés par des porcs géants? Probablement mes fantasmes antitalibans.

Car les évènements internationaux du moment doivent me titiller les neurones, ainsi quelques nuits plus tard, dans un vague brouillard, j'entraperçus Georges W.Bush à genoux devant Jésus-Christ pendu à son bois... comme on écrivait dans les vieux grimoires. Ah! le salaud!.. (Oui, je me souviens, c'était une scène initialement prévue - sans Bush, mais avec Marie-Madeleine - et tournée pour *La dernière tentation* et que Scorsese a faite sauter au montage par crainte des représailles de fanatiques christophiles ou/et chiennes de garde)... il était entrain de lui faire une fellation, et derrière, à la queueleuleu, attendant leur tour, Tony Blair, Berlusconi, Schröder, Joska Fischer, Chirac, Jospin, Bayrou qui essayait de gagner des places en bousculant les autres, etc,.. etc... etc...

En me réveillant, j'ai tout de suite pigé, sûr que c'était la marque de mon rejet viscéral de toute politique d'union sacrée, mais il a peut-être raison celui qui affirme! «*Dis-moi à quoi tu rêves et je te dirai qui tu n'es pas*».

ON N'EST PAS SEULS

En allant voir des potes que j'aime bien, à Orléans, je suis tombé sur le bulletin d'un petit club qui se nomme «*Rosati*». En dernière page de ce bulletin, le texte ci-dessous:

La mondialisation... un gadget éculé...

J'en vois qui s'indignent, le monde est devenu un marché unique... Belle découverte. Le 19^{ème} siècle est fini depuis un moment, l'impérialisme gouverne la planète, on le tolérerait chez les bonnes âmes parce qu'il nous protégeait du grand méchant loup rouge, mais plus de gros méchant loup et les courageux tentent de gronder de loin devant le capital mondial. Ils ont démonté un MacDo... Quel courage. Et quel programme.

Revenir du village, avec son bon roquefort, son poulet du Dimanche comme avec le bon roi Henri, plus de pollution, plus rien d'ailleurs... Parce que le bon roquefort, la «bonne bouffe», c'est l'économie de village... Et la liberté du village féodal. C'est authentique comme pas un, comme José Bové, fils de savant, diplômé des universités américaines et reconverti dans le Coffisme.

L'impérialisme contrôle le monde. Et il est seul. Il y a pas si longtemps, il y avait un mouvement international des travailleurs. Des internationales. Mais l'impérialisme a gagné la guerre, non pas une guerre armée, mais la guerre idéologique. Plus personne ne met plus en doute la légitimité, le sens moral de l'impérialisme, et même les démonteurs de MacDo ne le font pas. Alors ...

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous...

Mikhailov.

Même s'il décrit bien les faits - le bon roquefort c'est l'économie du village féodal (13) - et s'il pense à la bonne solution, il est un peu pessimiste ce Mikhailov, car le capitalisme n'a pas gagné la guerre, il n'a gagné qu'une bataille et nous sommes de ceux qui continuent de mettre en doute sa légitimité...Mais enfin, on va pas chipoter, il suffit peut-être qu'il se lève beaucoup d'autres Mikhailov.

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT

(13) Et pourtant j'adore le bon roquefort, mais faut rester lucide.